

Pressebeobachtung Colloquium "Sicherheitspolitik und Medien"

Medium: Le Nouveau Quotidien 2. Seite Datum: 20.9. Auflage: 50'000

une alliance quelle qu'elle soit, mais plutôt évaluer à chaque fois la contribution possible de la Suisse à la résolution ou à la prévention d'un conflit.

*L'armée suisse sera
handicapée par le
système de milice
lorsqu'elle devra
assumer ses nouvelles
missions*

Pour Josef Schaerli, il faut se garder d'un certain angélisme à l'égard d'une opinion publique, pas disposée encore, juge-t-il, à voir mourir «ses» soldats à Sarajevo. Car là est aussi le problème: pour les nouvelles tâches qui lui seront assignées (maintien de la paix, assistance humanitaire, casques bleus) l'armée suisse pourrait être handicapée par son système de milice, alors que presque tous les autres pays européens disposent, eux, d'une armée professionnelle.

C'est en principe au début de l'an prochain que le Conseil fédéral prendra position sur la neutralité et son avenir. Tout dépendra évidemment du résultat du référendum de Maastricht et de la volonté de la Communauté d'approfondir sa collaboration militaire si la participation à cette dernière devient une condition pour entrer dans la Communauté européenne (CE). La Suisse, au moment de commencer la négociation, pourrait alors se retrouver confrontée au choix obligatoire d'un repli ou d'un ralliement à une alliance. L'UEO semble l'avoir déjà indiqué à la Suisse en lui signifiant dans un rapport du mois de mai qu'à ses yeux «la neutralité n'a plus cours».

La réflexion en est là, ouverte et incertaine. Mais cela ne durera pas puisque, à l'instar de la nature qui n'aime pas le vide, les militaires détestent l'incertitude. Ce n'est pas Andreas Gross, fondateur du Groupe pour une Suisse sans armée, qu'on a soigneusement oublié d'inviter hier, qui nous contredira. □